

Journée des maires du Bas-Rhin / Nouvelle carte intercommunale

Le préfet ne passera pas en force

À la journée des maires du Bas-Rhin, hier à Strasbourg, le schéma départemental de coopération intercommunale a fait beaucoup moins de bruit que dans les conseils municipaux cet été...

■ Malgré les appels du pied du président Ostermann, les maires — dont beaucoup sont aussi présidents de communautés de communes — n'ont pas réagi après le point sur l'avancement du schéma fait par Alfred Becker, rapporteur général de la Commission départementale de coopération intercommunale (CDCI). Depuis le mois de juin pourtant nous avons publié dans les DNA nombre de délibérations de conseils municipaux protestant contre la nouvelle carte intercommunale du préfet, qui propose de ramener le nombre de communautés de communes (CDC) bas-rhinoises de 44 à 28.

Avant de dire « oui », les maires veulent connaître le contrat de mariage

Alfred Becker a résumé la situation ainsi : il y a « les candidats au mariage sans délai, curieusement ce sont souvent ceux qui ont le moins consommé ensemble ; les postulants à un rapprochement élargi, au-delà des propositions du préfet, le groupe des avis très contrastés souvent motivés par des informations insuffisantes ; ceux qui pensent qu'il n'y a pas de raison que ça change ; enfin l'une ou l'autre situation où les positions sont inversement proportionnelles à la proximité géographique

des uns et des autres ».

Selon Alfred Becker, beaucoup d'oppositions et/ou réticences tiennent au fait qu'on demande aux communes de se prononcer sur les périmètres des futures CDC, sans qu'elles connaissent le contrat de mariage, à savoir la gouvernance future et les situations financières des uns et des autres.

Le préfet, président de la CDCI, a rassuré les maires qui l'ont applaudi sans rechigner. « Les opinions contrastées, voire négatives, sont non seulement légitimes mais

nécessaires », dit Pierre-Etienne Bisch qui promet de prendre en compte tous les « avis éclairants », même ceux qui sont arrivés hors délais. Il dit avoir « reçu cinq sur cinq les réactions urticantes » de ceux qui disent que ce schéma ne leur « convient pas, en tout cas pas tout de suite ».

Droit d'amendement

« Vous me voyez passer en force et vouloir imposer les regroupements ? Si on doit ne faire certains regroupe-

ments que dans cinq ans, on attendra. Le temps jouera son œuvre, mais il ne faut pas qu'il soit un instrument d'oubli ». Ce disant, il rassure aussi Guy-Dominique Kennel qui évoquait, il y a une semaine, un « calendrier trop contraint » (DNA de dimanche dernier).

La commission, composée de 49 représentants des collectivités, peut amender le projet du préfet à condition de réunir une majorité des deux tiers. Dans ce cas, la solution amendée s'imposera au préfet.

Claude Keiflin



À la journée des maires du Bas-Rhin, dans le cadre de la Foire européenne. (Photo DNA — Michel Frison)